

Le Brésil de la crise permanente

Pourquoi Bolsonaro a gagné les élections et quel est le caractère son gouvernement

vendredi 21 décembre 2018, par [Otavio ROCHA](#)

La nomination de nombreux militaires, des plus divers grades, pour le Gouvernement de Jair Bolsonaro et plus particulièrement l'acceptation par le juge Sergio Moro, le responsable juridique de l'Opération Lava Jato, qui deviendra Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique - concentrant en ses mains la responsabilité du contrôle de la Police Fédérale et du Système Pénitentiaire du Brésil - marque un tournant décisif dans la configuration du gouvernement à venir et ferme un cycle qui a commencé il y a très longtemps, au début du premier Gouvernement Lula et qui a été ratifié après la découverte du pré-sal en 2007-2008. Pour la première fois ce Gouvernement a été contesté dans les rues par les révoltes et manifestations de juin 2013. « L'impeachment » de Dilma Rousseff en 2016 et finalement par la prison de Lula le 07 avril 2018 pourraient sembler fermer ce cycle historique.

Toutefois, l'élection qui a fait découvrir Bolsonaro aux Brésiliens : la possibilité de faire face à un candidat d'extrême droite, pourrait sembler le fait le plus important. Bien sûr, c'est un fait très important, mais pas à cause de celui qui a été élu. Les faits les plus importants sont à venir par les conséquences destructives qu'il annonce déjà. Bolsonaro est, en quelque sorte un outsider opportuniste qui a eu la chance de trouver devant lui un vide politique qui allait du centre-gauche à la droite. Lula à la fin du mois d'août avait plus ou moins 40% des intentions des voix valides. Mais la « justice » avec Sergio Moro l'a empêché de pouvoir concourir aux élections. Celui qui a quitté le gouvernement avec quelque chose autour de 90% d'approbation de la population du Brésil, malgré tout le matraquage qui voulait en faire le responsable de tous les maux du Brésil, un corrompu et un criminel, allait gagner inévitablement ces élections de 2018. Alors il n'y avait pas d'alternative pour la droite et pour l'extrême-droite brésiliennes et internationales. Une fois que les candidats de toute la droite ont eu des marges de voix assez faible au premier tour, l'outsider qui avait trouvé un appui dans certains conseiller de Donald Trump devient le « candidat » de la fois.

S'il n'y a pas eu un « automatisme conspiratoire » dans les événements contradictoires qui encombrèrent la vie politique, économique et sociale du Brésil pendant ces années, il y a eu, tout de même, une logique générale qui a donné cohérence à la victoire de l'extrême droite. Alors, l'arrivée à la Présidence de la République de Bolsonaro, celle de Sergio Moro (grand patron de la Lava Jato) au Ministère de la Justice, ainsi que celle de Paulo Guedes (le tout puissant économiste formé aux EUA) au Ministère de l'Économie, ce n'est pas un hasard. Ou alors, s'il y a eu un espace pour qu'arrive un quelconque hasard, il est venu très bien en temps et en espace pour attendre à la nécessité de la domination politique et économique du grand capital. Sa colle bien, même si tout semblait avoir été fait pour que Aécio Neves ou quelqu'un du PSDB (Parti Social Démocrate du Brésil) devienne président. Mais celui-ci a passé « d'héros national » - quand au début du premier tour des élections présidentielles de 2014 il commence à faire opposition serrée à Dilma Rousseff -, a personnalité très mal vue, suspecte de liaison avec le trafic de drogue. Les contradictions du système générale à fait en sorte qu'il n'a pu être épargné et il a réussi à échapper à la prison. Même Fernando Henrique Cardoso, ex-président de la République et fondateur du PSDB ne supporte plus cette personnalité, d'autant plus qu'il a été impliqué dans des nombreux scandales de corruption diverses. Personne ne sait pas comment il a réussi à s'échapper de la prison.

Le dicton populaire s'applique ici très bien au pragmatisme cynique des élites brésiliennes très marquées encore par la mentalité esclavagiste : « celui qui n'a pas de chien chasse avec le chat ». Si ni Aécio, ni Geraldo Alckmin, ni Henrique Meirelles, ni aucun autre n'avaient réussi une performance qui méritait leurs appuis, il fallait changer de candidat. Il fallait gagner les élections contre le candidat du Parti des Travailleurs. Et ainsi les entrepreneurs de la droite ont trahi Geraldo Alckmin qui devrait prendre la place qui avait été réservé à Aécio qui n'a pas pu devenir candidat à la présidence du pays comme candidat du

PSDB, parti qui oscille entre le centre droit et la droite.

De la même manière que Sergio Moro marque un moment clé dans la construction du nouveau futur gouvernement, un autre personnage assez mal connu des Brésiliens surgit comme fondamental dans la stratégie du Gouvernement Bolsonaro. Il s'agit de Paulo Guedes l'homme fort du gouvernement qui va commander sans aucun problème moral les ventes des entreprises de l'État brésilien, comme la Petrobras. Pour cela l'objectif de privatisation des entreprises de l'État brésilien est devenu stratégique. Il veut privatiser toutes les entreprises étatiques comme la Petrobras, en finir avec le système de sécurité sociale étatique, en finir avec les universités et l'enseignement public gratuit. C'est bien la forme comme Bolsonaro et son super Ministre de l'économie, (qui est un ex-conseiller d'Augusto Pinochet formé à l'École de Chicago), veulent impulser l'économie du pays. Une des institutions qu'il va démolir est le SUS (Sistema Único de Saúde), le plus grand programme de santé publique au monde. Il va faire cela pour mettre en place les systèmes privés qui est d'impossible d'accès aux plus démunis. Au Chili, à la place de la retraite publique ils ont mis à la place un système qui a déjà faire complètement banqueroute. Au but de cinq ans le retraité n'a plus rien de quoi vivre.

Il a un noyau dur dans son gouvernement et c'est son super ministre, un ultra-néolibéral, qui va administrer la richesse du pays. En plus, toutes les conquêtes du Merco Sud (les accords de libre commerce avec tous les pays de l'Amérique Latine), vont être laissés pour compte. Pour lui ces accords ne sont pas prioritaires. Lui, comme Bolsonaro, veut comme priorité « des accords qui n'aient pas un caractère idéologique ». Sans qu'ils aient expliqués ce que cela veut dire, tout le monde a bien compris le caractère rangé du côté de Donald Trump, de la politique de Bolsonaro. Le programme de privatisation de toutes les entreprises étatiques s'accompagne avec la flexibilisation des régimes du travail. Son slogan est le suivant : « moins de droits, mais toutes les possibilités d'emplois, ou maintenir les droits, mais rester au chômage ».

Grave crise de représentation : des numéros qu'illuminent la réalité

Une partie de la population brésilienne reste héritière de la morale esclavagiste et est, au même temps, très religieuse. Elle n'accepte pas de tout comme possible les diverses formes d'amours et de sexes. L'hypocrisie de la grande famille saine se reproduit encore, ainsi que sa défense reliée à la défense de la propriété des terres et des autres moyens de production. L'homophobie, le machisme, le racisme, l'obscurantisme et même le goût nécrophile exhibé par l'extrême droite et pourtant, par une bonne partie de l'élite dominante et de la classe moyenne, a donné du ferment pour gonfler les contradictions sociales au Brésil. En plus, la crise qui avait été déclenchée par l'ex-président national du PSDB, Aécio Neves, a pris à rebout l'ensemble des partis du centre-droit et de la droite. La crise permanente s'exprime dans les élections par un véritable vide politique. Comment combler ce vide politique ? Le centre-droit et la droite voulait avoir un candidat propre, élu et à eux, mais ils n'ont pas réussi.

Les résultats au premier tour ont donné pour Ciro Gomes, candidat du PDT (Parti Démocratique des Travailleurs qui a été fondé par Leonel Brizola un travailliste radicalisé) la troisième place avec 9,05% des suffrages valables, soit 13.344.074. Il s'agit d'un parti qui a des vellétés de centre gauche. Ciro Gomes a été gouverneur de l'état du Ceará et Ministre de l'Intégration National du Gouvernement de Lula. Le candidat de Fernando Henrique Cardoso, l'ex-président de la République, a été Geraldo Alckmin du Parti Social-Démocrate du Brésil (PSDB, du centre droite), a fait 4,76%. L'entrepreneur João Amoêdo du Parti Nouveau, a eu de 2,52% de voix valides. Le militaire Caporal Daciolo (Patri, parti de droite) a réussi 1,26% des voix. Le candidat de l'actuel Président de la République, Michel Temer (celui-ci un des principaux responsables du Coup d'État en Dilma Rousseff pendant qu'il était vice-président), s'appelle Henrique Meirelles. Il appartient au Mouvement Démocratique Brésilien (le MDB est un parti de droite), responsable de la politique économique du Brésil actuel, a fait 1,20% des voix valides, soit 1.288.948. Marina Silva de l'ancien Parti Vert devenu REDE (en allusion aux réseaux sociaux) a eu 1% du total de voix exprimées dans les urnes, un peu plus de 1 million. Il s'agit d'un parti de centre avec quelques vellétés de centre gauche. Tous les autres candidats des capitalistes, mais aussi ceux de la gauche radicale ont rester au-dessous de 1%. À l'exception du candidat du Parti Socialisme et Liberté (PSOL) Guilherme Boulos qui est un très remarquable leader du Mouvement des Sans Toit (qui a eu 0,58% des

voix, soit 617.122) tous les autres attaquait Haddad, comme étant un candidat de la droite. Même Ciro Gomes a préféré cette route. Ce comportement revanchiste de la part de Ciro Gomes et de son parti, ainsi que celui de Marina Silva, a aidé à diviser les voix.

La performance de Bolsonaro qui a été objet de l'admiration de maintes personnalités du monde de la communication, ni au premier et ni au deuxième tour n'a pas été par majorité absolue. Il a réuni 33,45% au premier tour, soit 49.275.358 voix et 55,13% au deuxième tour, soit 57.797.847 voix. Le déplacement vers la droite de l'électorat représente moins de 60% des voix que les sondages estimaient possible. Le vide politique résultat de la pulvérisation du centre-droit et de la droite a fait en sorte qu'il s'est bénéficié de circonstances « extraordinaires ». Il y a eu un « soi-disant » attentat contre sa vie que lui a laissé 20 jours loin du front des élections, c'est-à-dire, loin des débats. Il y a eu aussi l'action de fakes news. La performance de Fernand Haddad, le candidat du PT, montre le résultat suivant : 22,63% au premier tour, soit 33.341.839 voix et au deuxième tour 44,87%, soit 47.040.906 voix. En considérant le cadre politique général compte tenu de toutes les provocations, des attaques violentes, de toute la tension dans l'air et la peur d'une bonne partie des électeurs qui voulait voter pour le PT et pour son candidat, il faut considérer ces voix comme un voix très politisé. Les 16 millions de votes supplémentaires enregistrés par Haddad et par Manuela D'Ávila (vice-président) ont été les résultats des meetings publics, des manifestations Ele Não, du militantisme par les réseaux sociaux et de l'impact que tout cela a produit sur l'électorat le plus réticent. L'association entre le PT et le PC du B avait seulement 4% des intentions de voix à la fin du mois de septembre et en considérant toutes les violences contre elle le résultat a été bien expressive. Néanmoins, si en 2014 il avait 69 députés, il a passé à 56 députés pour l'exercice à partir de janvier de 2019. Il a fait quatre gouverneurs dans les états du nord-est. Les abstentions, les voix annulées et les voix en blancs ont donnés les résultats suivants : des 147.305.155 inscrits dans le collège électoral de tout le Brésil, se sont présentés aux bureaux de vote 115.933.451, soit 78,70% de l'univers total. 31.371.704, soit 21,30% se sont abstenus de voter. Les voix annulées comptabilisent 8.608.105, soit 7,43%. Les voix en blancs ont comptabilisé 2.486.593, soit 2,14% de l'univers total des votants. Alors, une fois perdu la chance quand le PT était au gouvernement jusqu'à quand il faudrait attendre pour avoir des moyens propres pour se communiquer avec la population et l'aider à former une conscience critique ? Est-ce que le PT va changer de façon de faire la politique, c'est-à-dire, élargir son champ d'action, intégrer les bénéficiaires des politiques publiques d'avant sa déposition du pouvoir et les politiser au delà de la pratique des élections et du vote ? Il faut le dire que le PT reste le plus grand parti du Brésil en nombre d'adhérents (2 millions de affiliés) et le seul parti structuré en fait et en tout le Brésil qui reste avec plusieurs mairies.

La publicité de l'extrême droite a utilisée aussi et avec force, la criminalisation progressive des luttes politiques et sociales. Elle s'est bénéficiée de la proximité des forces armées pour exploiter le sentiment de sécurité à offrir. Elle a utilisé les services des églises évangéliques, qui curieusement en 2002 étaient avec Lula ont tourné le dos au PT. Alors, sauf une meilleure analyse, possiblement la performance de Bolsonaro (la capturé du déplacement de 10 à 13 millions d'électeurs) n'a pas été réalisé en large mesure dans les voix des indécis. Une part a été prise chez les candidatures de Marina Silva, de celles de Geraldo Alckmin. Une autre part, possiblement a été le résultat de la dislocation d'une partie des voix du PT, chez les classes moyennes, 60% de ceux qui avaient réussi à avoir un diplôme universitaire et 70% de ceux de la population qui touche plus de cinq salaires minimums. Une bonne partie de ce secteur social possiblement a été le fiel de la balance. Après avoir eu le bénéfice des programmes des politiques publiques pour la formation universitaire, est venu la frustration de n'être pas capable de trouver une place professionnelle. 50% de ceux qui ont pris des financements publics pour avoir cette formation, ne peut pas les acquitter. Ils ont été mobilisés par l'illusion que Bolsonaro va pouvoir résoudre leurs problèmes et pour cela une bonne partie était simplement pour l'emprisonnement de Lula. La base parlementaire du gouvernement Bolsonaro sera constituée par des députés pulvérisés et dispersés dans divers partis. Mais c'est vrai aussi que les députés de ces divers partis des évangéliques, des propriétaires terriens et ceux militarisés contrôlaient déjà la chambre des députés et le sénat avec plus ou moins 50% de ses membres pendant le gouvernement de Dilma Rousseff.

Une référence historique et les contradictions qui alimentent la crise

Les Brésiliens sont ainsi dans une grave crise de représentation politique, combiné a une profonde crise sociale et économique qui a une tendance à s'approfondir avec Bolsonaro, Paulo Guedes e Sergio Moro. Elle est le résultat d'un cercle vicieux de cette conception de la politique républicaine et de la démocratie minimale qui est celle du Brésil depuis 1889 du dernier pays à abolir l'esclavage. Les esclaves libres qui n'avait pas comme rester dans les « fazendas » rentrent dans les villes et commencent à construire ce que sera les favelas d'aujourd'hui. Onze ans après de la Proclamation de la République a explosé la première grande contestation (de 1896 à 1897) de cette République fondé par les généraux de l'armée brésilienne qui a été appelé Guerre de Canudos. Elle se passe dans la région du Sertão à l'intérieur de l'état de Bahia, pleine de grande propriété agricole improductifs, des sécheresses cycliques et un chômage chronique. Des milliers de personnes ont été attirés pour Canudos et par son leader Antônio Conselheiro. Ils ont été accusés par les grands éleveurs de la région de vouloir restaurer la monarchie et de renverser la république. Mais en vérité c'était le mode de vie basée sur le partage des terres occupées que les gênaient. Des milliers d'habitants de Canudos ont été massacrés après trois incursion de l'armée.

Tous les éléments de cette crise qui déboucha dans une guerre sont toujours présente dans l'histoire brésilienne actuelle à la seule différence qu'ils ont pris une complexité et une dimension gigantesques. L'élection de Bolsonaro au lieu d'ouvrir une période de stabilité pour les brésiliens de tous bords, au contraire, ouvre une période d'incertitude et de crise permanente. Et cela non pas seulement parce que Bolsonaro n'a pas un programme politique claire. Son programme est en cours d'arrangement. Il s'agit d'un outsider du mal, un opportuniste qui a passé 28 ans à l'Assemblée National. Il a présente plusieurs projet de loi, mais seulement trois ont été accepté[1]. C'est seulement le vide politique qui s'est produit qui explique l'adhésion de la droite plus « sophistiquée ». Un candidat de centre gauche comme Lula pouvait remplir ce vide pour cause de son charisme extraordinaire et de sa popularité sans égale. Mais depuis 2007/2008 la grande bourgeoisie brésilienne - qui avait vu chuter son taux de profit, voulait prendre en mains ses affaires politiques ou changer de gérant. Elle avait l'illusion (ou dans le cynisme) de pouvoir faire mieux qui le « populisme de centre gauche » de Lula et de Dilma qui dans plusieurs domaines tendait vers le centre droit. Alors, le candidat de l'extrême droite, Jair Bolsonaro, a bien profité de ce vide politique et avec son discours pour la défense inconditionnelle de la propriété privée, pour la « famille du bien », « contre la violence », pour la « patrie » et pour « Dieu », et surtout, « contre la corruption », a réussi à incarner les aspirations d'une partie de ceux qui voulaient affirmer le changement de gouvernement. Alors, Bolsonaro a pu se bénéficier aussi des voix utiles de ceux qui ne voulaient voter dans le PT, mais qui ne voulaient pas, non plus, voter blanc ou annuler ses voix.

Les cauches dominantes des classes dominantes de la société brésilienne ont décidé prendre les affaires en mains même si à l'époque des gouvernements de Lula et de Dilma ils se sont bourrés d'argent. Mais l'argent accumulé est bien fluide. Il faut à ces fractions du grand capital pouvoir s'associer même s'il faut, comme « associé mineur » du grand capital financier international. Elles ne veulent pas des limites. Elles n'ont pas de vergogne. La morale elles les laissent pour le petit peuple. Elles ne veulent pas d'interdictions. Elles veulent trouver ensemble les chaînons manquants qui les mènent jusqu'aux puits inépuisable de la prévoyance sociale, de la production d'armements, du pré sal, du niobium (le Brésil possède 98% du niobium connu de la planète), les voies qui les mènent aux dérèglements de lois du travail pour qu'elles puissent pratiquer la surexploitation des travaux salariés (et compris jusqu'au travail esclave), pour qu'elles puissent aussi investir et transformer argent en capital et celui-ci en profit. Avec les fractions du grand capital international elles veulent « vendre » ou transférer les richesses du pays sans avoir à subir aucune contrainte et tous cela au nom de la production d'emplois, de la croissance économique et du progrès pour tous.

COMMENT EXPLIQUER LA VICTOIRE DE BOLSONARO ET LA DÉFÈTE DU PT

Pour expliquer la victoire électorale de Jair Bolsonaro il faut tenir compte d'une totalité de facteurs. D'abord, il faut considérer sa propre personnalité. Le nouveau président élu s'appelle Jair Messias Bolsonaro. Son narcissisme autocentré lui fait croire qu'il a la « mission de sauver le pays ». Alors, il a commencé la campagne électorale comme une véritable croisade. Quand quelqu'un croit à une chose pareil tous les moyens sont justifiés et possibles pour qu'il réalise ce qu'il pense. Il répète tout le temps : « le Brésil au-dessus de nous et Dieu au-dessus de nous tous ». Bolsonaro dit cela avec ferveur, comme tous

les dictateurs, comme Hitler ou Staline parlait aux foules, mais aussi comme les libéraux et les ultralibéraux dans l'histoire du capitalisme mondiale. Après l'annonce des résultats, tout le monde a été surpris, quand dans son premier discours, après avoir dit qu'il allait respecter la Constitution de 1988, « inspiré » par les grands hommes comme Churchill et par la Bible, il a commencé à prier avec sa femme et son petit comité collaborateur, devant les caméras de télévision dans une scène qui choqué tous ceux qui prêchent pour un État laïque. Ce n'était pas seulement pour faire plaisir à tous les évangéliques et à la population pieuse et croyante qui a voté en lui. Le « chant de sirène » a été prononcé par un de ses auxiliaires le pasteur Magno Malta, politicien sénateur au Congrès National qui n'a pas réussi à se réélire, probablement comme conséquence des accusations qui pèsent sur lui. Parmi elles sa « participation dans le réseau de ventes super facturés d'ambulances à certaines mairies » dans le vacarme connu comme « scandale des sangsues ». C'est bien probable que ce premier geste religieux du nouveau président devienne un rituel commun à son gouvernement. La discussion est déjà en cours par rapport à la cérémonie d'installation de son gouvernement en janvier prochain. L'idéologie religieuse comme mécanisme de domination va être amplement utilisé par le prochain gouvernement.

Parmi d'autres facteurs les moins immédiats, il faut tenir compte de la crise économique mondiale. Elle a joué un rôle qui est aussi celui qui a affecté par une crise politique le troisième mandat du Parti de Travailleurs encore avec Dilma Rousseff et qui explosé dans le mouvement massif du « transport libre » en 2013 et qui a mobilisé des millions des personnes. Dans le cours des événements une partie de ces masses a été « capturée » par la droite. Il y en a de ceux qui disent que ces manifestations et révoltes ont été organisées par des agences internationales, comme ils croient qu'elles sont venues dans les séquences de la crise espagnole, tunisienne, et arabe, mais ils ont assez de difficultés pour expliquer que tout le monde, c'est-à-dire, des millions de personnes été manipulés jusqu'au but. Aujourd'hui, ils sont les mêmes qui croient que tous les gens qui sont voté pour Bolsonaro sont des fascistes.

La crise économique a continué et s'est approfondie vers la récession pendant les années 2014 à 2018 avec certaines variations ponctuelles. À ces facteurs de fond, il faut ajouter les conséquences politiques de la crise de 2013. En 2014, les représentants politiques des partis de droite ont commencé à conspirer pour empêcher la continuation et la réélection de Dilma Rousseff. Tous ces éléments sont toujours là et aident de manière contradictoire à expliquer la victoire électorale de Bolsonaro et la défaite du PT, beaucoup plus que « celle » de Fernando Haddad qui a concourue à la place de Lula, comme un presque inconnu, mais qui a réussi à imprimer sa marque au deuxième tour.

Un des facteurs qu'il ne faut pas sous-estimer c'est bien le poids des actions judiciaires qui ont produit un impeachment à Dilma Rousseff et qui ont amené Lula à la prison. D'ailleurs c'était exactement pour cause de sa grande puissance électorale qu'il a été empêché de participer aux élections et qu'il a subi toutes sortes de manoeuvres politico-juridique que finalement lui ont laissé complètement hors jeu. Mais ni Lula, ni le PT, veule outre chose qui la possibilité de gouverner, d'administrer la crise, de construire une gouvernementalité. Il se trouve qu'une bonne partie de la classe dominante a décidé de chercher un autre chemin en soutenant Bolsonaro. Le PT et Lula et le lulisme ne supposait cela possible. Ils ont cru pouvoir convaincre les divers secteurs du capital que sa gouvernementalité était la meilleure option possible et pour cela toutes les concessions ont été faites. Le PT et la plupart de ses dirigeants n'ont une autre politique à présenter, d'autant plus que le PT a fait le plus grand banc de députés pour la prochaine période. Serge Moro a réalisé un travail énorme avec l'aide des autres appareils et de la Globo, mais il n'a pas réussi à détruire le PT, même pas à Lula.

Dans l'ensemble des facteurs qui expliquent la victoire de l'extrême droite, il ne faut pas de tout fermé les yeux au rôle que les facteurs juridiques ont pris dans la crise actuelle, parce que tout simplement, ils marquent une nouvelle étape dans construction de la domination du capital financier aussi en Amérique Latine. Le Brésil a été un nouveau laboratoire pour la totalité de ce continent, après le Paraguay, la Colombie, les essais en Équateur, en Haïti et en Amérique Central. Les promoteurs de la nouvelle forme d'organiser des « coups d'états » sans l'interventions directes des forces armées, sont en train d'adapter l'appareil juridique international aux « sauve qui peut sa vie » du néolibéralisme extrémiste. Dans le cas du Brésil cette politique semble aller vers un ultra néolibéralisme autoritaire qui préfère vouloir garder les formes de la démocratie représentative. Est-ce possible visualiser une compatibilité entre les formes

de démocratie avec cet ultralibéralisme ? Ou il serait plus raisonnable concevoir que cet ultra néolibéralisme mènerait inévitablement à un gouvernement post-autoritaire de type fasciste ? Les réponses apportées à ces questions semblent être, jusqu'à ce moment, un peu fragile et prisonnières des modèles passés.

Mais un facteur inoubliable dans ces événements qui ont débouché sur la prison de Lula a été le rôle des chaînes médiatiques, très particulièrement celle du Réseau Globo de Télévision. Associée de fait au « projet » de la construction d'une nouvelle forme de domination au Brésil et, par conséquent à la construction d'une hégémonie, la Globo a reproduit systématiquement les informations « prouvées » pas des confessions basées sur les « délations primées » et l'application du lawfare importé des États-Unis par l'équipe du juge Sergio Moro et de la Lava Jato. Bien sûr, il y a eu aussi, de la part de la Globo de Télévision, beaucoup d'opportunisme pour faire augmenter son audience nationale. A chaque nouvelle « information » le nombre de brésiliens devant les appareils de télévision augmentait. Par conséquent et à partir de ce processus il y a la question que ne veut pas se faire oublier : quelle est la valeur que peut avoir les « preuves » déduite des « aveux » qui visent se faire « libérer » ? Quelle était le but envisagé pour qu'un juge de première instance de faire diffuser ces « aveux » de manière spectaculaire par la plus grande chaîne de télévision du pays ? Quelle est la valeur que peut-on attribuer à ses informations per si, et quelle est sa fonction en considérant la manière que la Globo (et les autres chaînes aussi), les a diffusées ?

Enfin, pour expliquer le succès de Jair Bolsonaro dans les élections présidentielles de 2018, il faut, sans aucun doute, insister sur le rôle de la communication dans la construction des « idées fausses » et comme elles sont construites pour devenir des « idées vrais » sur les faits, sur les phénomènes et sur les acteurs de l'histoire immédiates. Il faut penser aux relations entreprise entre ses idées, la mentalité de chaque groupement social et de l'idéologie dominante d'une époque. Dans l'époque actuel à la télévision, à la radio il faut ajouter les nouvelles techniques qui ne seront jamais neutres. Une bonne partie des médias de l'information comme la Globo et la Folha de São Paulo ont rester depuis longtemps en appuient les forces politiques de centre droite. Maintenant comme leurs candidat Aécio Neves soutenu Bolsonaro elles entreprennent une discrète opposition au prochain gouvernement.

Bolsonaro et le caractère de son futur gouvernement

À partir d'ici, toute discussion, à savoir si Bolsonaro représente l'expression du fascisme, s'il est fasciste, peut nous mener très loin dans la spéculation. Il faut toujours essayer de prendre des concepts qui se réfèrent aux théories. Mais il faut aussi reprendre et considérer comment une partie du peuple plus « politisé » l'utilise. Définir Bolsonaro comme fasciste est devenu l'abominer, l'abhorrer, le maudire avec un très mauvais mot. C'est désigner un être que ces gens ne veulent pas de tout voir parce qu'ils le considèrent comme un personnage exécrationnel.

Bien sûr, il y a toute une tradition qui considère le fascisme d'abord comme une relation sociale typiquement produite par la domination du capital financier. Dire que Bolsonaro a des traits clairement fascistes dans sa personnalité et dans ses idées, n'est pas suffisant pour le caractériser en tant que tel. Cela ne va pas aider à voir complètement claire si les observateurs croient trouver, encore aujourd'hui, les expressions empiriques du fascisme italien ou du nazisme allemand au Brésil. Peut-être est-il possible de dire que Bolsonaro est lui-même un fasciste qui ne se réclame de ce mouvement consciemment ou qu'il est un fasciste « inconscient ». Il y a des mouvements « para miliciens » qui s'organisent autour de lui que semble les groupements fascistes mussoliniens. Toutefois ils ne sont pas nombreux, même si à eux on peut ajouter des sections de la police civile de Rio de Janeiro, ou des secteurs de la Police Militaire. Son parti, le PSL (Parti Social Libéral) fondé pour pouvoir dire qu'il était dans un nouveau parti sans corruption, a réussi à élire 52 députés. Mas il n'y a pas de réflexion politique là-dedans. Il s'agit d'une agglomération opportuniste basée sur la présence de 21 policiers qui rentrent ainsi dans la politique, comme par des militaires retraités. C'est un sigle à louer. La composition qui pourra lui rendre service à l'Assemblée Nationale est connu par le sigle BBB (Boeuf, Bible et Bale), c'est-à-dire, les députés et sénateurs liés aux éleveurs, a ceux de l'église évangélique et à ceux qui sont ou policiers ou militaires.

Ils sont en train de séduire une fraction de la classe dominante brésilienne prête à s'associer à ce grand capital financier international sans avoir aucun complexe étique ou politique par rapports au destin de la nation, de sa richesse, ou au destin du peuple brésilien. C'est-à-dire, cela marche dans le contresens de l'une des caractéristiques majeures du fascisme : le nationalisme exacerbé. Il n'existe pas de tout dans le « projet » de Bolsonaro, ni de son gouvernement en construction. De toutes les manières, il n'y a pas de place pour l'existence d'un mouvement nazi ou fasciste à la mode des années 1930. La grande présence de plusieurs militaires dans tous les échelons de son futur gouvernement n'est pas suffisante pour le caractériser comme fasciste. Bien entendu, tout cela peut changer. Ils pourront acquérir un caractère fasciste clair, mais pour cela il faudrait qu'ils changent leur politique internationale qui n'a rien de « nationaliste ». Ils veulent devenir plutôt les chevaliers servants de l'Oncle Sam, ou son cousin le plus gentil. Ils ne se sont pas basés dans des bandes armées. Elles existent et fonctionnent, mais pas d'une manière organique, ni centralisées par « l'état-major » de ce gouvernement qui se constitue. Celui-ci semble beaucoup plus partisan de rendre les richesses du Brésil à l'exploitation du grand capital international. À partir de cela le statut de souveraineté nationale pourra disparaître dans son essence. Le Brésil pourra devenir une colonie encore plus subordonnée, même si pour cela est sacrifiée complètement sa souveraineté. Le projet du PSDB de Fernando Henrique Cardoso, plus à droite que celui du PT, n'arrivait pas à ce niveau. Le projet du PSDB était d'être associé - et associer une fraction importante de l'élite brésilienne - à part entière à la reproduction élargie du capital. C'est-à-dire, au même niveau que les fractions dominantes du grand capital financier international. Le projet de la fraction qui a pris le pouvoir avec Bolsonaro semble avoir complètement abdiqué de cette velléité.

Il y a encore de ceux qui veulent voir en Bolsonaro un leader populiste, un populiste d'extrême droite. Sur cette question aussi la discussion pourra nous amener très loin. Il faudrait traduire, encore une fois, la discussion conceptuelle et la ramenée aux processus sociaux contemporains. De toute façon, une chose est certaine : si Bolsonaro pouvait être pris comme un exemple de populiste, il faudrait être sûr que, néanmoins, il n'est pas vraiment populaire. Cela serait la dernière chose qu'on puisse vraiment caractériser Bolsonaro, malgré son résultat électoral, parce que ce résultat, est, en quelque sorte, très artificiel et circonstanciel. En plus de tous les appareils politique et idéologiques qui voulaient le changement au niveau gouvernemental, le PT lui-même a commis des erreurs importantes qui se sont traduites par une rigidité dans son comportement imposé par sa bureaucratie qui vit des élections en général et des syndicats et des places diverses dans les appareils de l'institution du pouvoir de la République Fédérative. Cela commence avec les conseillers municipaux, les députés et les gouverneurs de chaque état de la fédération, les députés fédéraux, les sénateurs et la présidence de la république.

L'action performante des fakes news : il y avait un terrain favorable

L'époque de la domination du capital financier en son étape mondialisée et néolibérale a été synchronisé avec l'épanouissement des intelligences techniques et de leurs performances dans plusieurs domaines de la communication. L'ère des robots, des ordinateurs, de l'internet, des smartphones est devenue celle de la fin du domaine privé. Tout le monde peut être « envahi » par le « vraies » et par les « fausses » information et idées. L'histoire réelle mondiale est devenu par excellence un terrain de manipulation permanente. L'être humain a dépassé le stage de la paranoïa et vit dans une sorte de psychose collective plus ou moins accentuée ce qui fait que même ceux qui produisent les falsifications et les manipulations de l'histoire et des processus sociaux en cours ne savent plus les limites entre la réalité et leurs machinations. Clausewitz aurait dit que « dans une guerre la première victime est la vérité ». En effet la vie s'écoule au milieu d'une guerre qui est dans une grande mesure, une guerre médiatique. Il est possible admettre qu'à l'époque de la domination du capital fictif, l'humanité soit en marche vers un semblant de vie réellement consciente. La vie en société a déjà bondi le stage de la « fausse conscience » pour constituer une sorte d'absence de « conscience réelle » presque permanente. Cela est bien vrai, en tout cas, pour une bonne partie de la population et compris de la soi-disant classe moyenne. Les dernières élections brésiennes sont bien une preuve de cela.

La stratégie utilisée par l'entreprise américaine qui a été payée par les entrepreneurs « brésiliens » et internationaux qui ont soutenu Bolsonaro devient de plus en plus claire. Elle a visé certaines questions et certaines couches de la sociétés brésiennes. Elle a touché à une bonne partie de la classe moyenne qui a

un diplôme universitaire. En plus de la violence urbaine - qui depuis longtemps a été transformée en un « être métaphysique », pour lequel il n'y a que des causes immédiates (les bandits des favelas), cette question ajoutée au manque de croissance économique et d'opportunités de travail a été très exploitée comme les résultats, non pas d'une crise capitaliste mondiale dans son expression particulière au Brésil, mais surtout causée par les gouvernements du PT. La corruption a été associée à la destruction des opportunités pour la classe moyenne qualifiée.

Dans ce contexte l'exploitation du cas de la Petrobras associée à la soi-disant « corruption généralisée dans le PT » a été bien acceptée par une importante fraction de ce groupe social des grands et moyens centres urbains qui a voulu croire à la « vérité des fakes news ». Différemment des classes les plus pauvres de la société pour qui l'appareil des églises évangéliques ont été les plus importantes pour diffuser des « fakes news », les classes moyennes urbaines ont « préféré » croire aux « fausses nouvelles » qui sont arrivées par l'application whats app, twitter, instagram ou encore par le facebook de leurs tablettes, ordinateurs ou smartphones.

Une des motivations qui a été exploitée par les « fakes news » - celles-ci au même temps par les églises pentecôtistes et par les « robots » -, a été la libéralisation des mœurs soutenue par la gauche en général et par le PT pendant plus des deux dernières décennies de son existence. C'est vrai que plusieurs courants à l'intérieur du PT à partir de la fin des années 1990 soutenaient le déclin numérique et une sorte d'adaptation de la classe ouvrière traditionnelle à la récession capitaliste. La classe qui a été à la base de la fondation du PT devenait conservatrice de ce qu'elle avait acquis dans le système. Dans les 20 dernières années il y a eu très peu de grèves des ouvriers d'usines en général, comme dans celles de la Petrobras ou dans les Complexes Pétrochimiques, ou encore dans l'automobile, pour rester dans les secteurs où cette classe est puissante. Une bonne partie de la gauche, et particulièrement le PT, dès l'an 2000 a été de soutenir les mouvements sociaux (Sans Terre, Sans Toit, le mouvement des noirs, des indiens, le mouvement des étudiants), et ainsi les mouvements sociaux nouveaux comme LGBT. Si d'un côté, ces mouvements dans le désir de s'affirmer posent leurs revendications comme les plus légitimes, les plus urgentes, les plus nécessaires, de l'autre côté, le PT et la gauche, en subissant les pressions et dans le besoin de rester hégémoniques, n'ont pas pris soin de trouver les bannières qui pourraient unifier leurs combats à ceux de la classe ouvrière et des salariés en général.

Si cela est vrai, le Mouvement ELE NÃO - PAS LUI) des femmes et des LGBTs qui a rassemblé des millions de personnes à la veille du deuxième tour, a provoqué au même temps la haine de ces églises et des secteurs les plus traditionnels de la société brésilienne. Cette action a été renforcée par les « fakes news » de l'extrême droite. Il y a eu des millions de « fausses nouvelles » comme par exemple, celle que disait que Fernando Haddad avait fait distribuer des « pénis biberons » pour stimuler la pédophilie. Les conséquences se sont vérifiées le lendemain dans les sondages qui signalaient que le candidat de l'extrême droite avait augmenté le nombre des intentions de vote. Haddad avait fait une montée bien plus discrète.

Cette brèche entre la classe ouvrière et le mouvement féministe et des LGBTs, avait été exploitée déjà dans les élections américaines en donnant la victoire à Donald Trump. Steve Bannon était considéré un stratège de Trump avant même que celui-là ne rentre en campagne pour les élections présidentielles. Dans cette campagne il a utilisé les données sur la population de Cambridge Analytics, une entreprise d'origine britannique d'analyse de données de la politique. Pour faire élire Trump, à travers CA, Bannon a réussi à avoir 50 millions de profils Facebook qui ont été utilisés pour acheminer les fakes news contre Hilary Clinton. Au Brésil, un des fils de Bolsonaro, Eduardo Bolsonaro qui vient d'être élu député fédéral, a eu des contacts avec Bannon qui a démontré sa grande sympathie pour Bolsonaro. Même si c'est difficile de mesurer d'une manière quantitative l'impact que les fakes news ont eu dans les élections brésiliennes, de même que sur celles des EUA, tout le monde a senti la présence massive de ces « fausses nouvelles », d'autant plus que le candidat Bolsonaro n'avait pas beaucoup de temps de publicité à la radio et à la télévision brésiliennes et qu'il n'a participé aux débats, tellement il se sentait moins préparé que Haddad. Au Brésil les fakes news ont été diffusées surtout par l'application whats app des smartphones. C'est un système beaucoup plus blindé que Facebook, par exemple, ce qui fait la difficulté pour découvrir de l'identité de qui a donné naissance aux fakes news. Un procès a été ouvert contre la candidature de Bolsonaro qui a plus de 24 irrégularités déjà signalées par le STE (Tribunal Electoral Supérieur). Tout au

moins, l'espace d'origine de robots canons de « fausses nouvelles » a été identifié. Ils sont installés aux EUA. Tous les réseaux sociaux ont rendu des rapports à la justice électorale brésilienne, moins l'entreprise qui contrôle le whats app.

Par là il faut déduire quelques éléments nouveaux. Si les fakes news ne peuvent pas expliquer le résultat des élections, c'est sans ombre de doute qu'elles ont pesé lourdement. Leur effet performant est dû à des facteurs objectifs, mais aussi comme conséquence de l'existence d'un terrain subjectif favorable ou qui demandait cela. Aujourd'hui, pour le bien et pour le mal, les « nouvelles technologies » et les soi-disant « réseaux sociaux » jouent un rôle très important pour façonner l'opinion politique d'une population si large que celle du Brésil. Elles ont changé les anciens paradigmes d'information, de communication et d'éducation des gens. Cela n'est pas de tout contournable. Toutefois, ni les mouvements sociaux et ni la gauche n'utilise à la hauteur du besoin la communication rapide des nouveau réseaux sociaux. Si les grands moyens de communication ne reproduisaient pas d'une manière satisfaisante les informations des quotidiens pourquoi ne pas utiliser ces mécanismes et non pas uniquement dans le moment des élections ?

De toute manière, un renouvellement de la forme du militantisme s'est produit en raison de la polarisation dans ces élections. Alors les militants à gauche et à l'extrême gauche ou les citoyens les plus engagés dans la politique, ont utilisés les whats app, facebook, twitter, instagram, etc., pour reproduire les articles des journaux, avec des images, des films, etc. des chercheurs, des militants eux-mêmes. Cela est un phénomène particulier qui peut indiquer un changement important de comportement venu pour rester. Sans aucun doute, il y a une différence entre les fakes news et les discours des chaînes de télévision et les grands journaux de classes dominantes. Les premières n'ont pas comme priorité la construction d'une hégémonie. Elles visent des effets immédiats, bien que les résultats de leurs constructions puissent être incorporée à l'élaboration de l'idéologie de l'extrême droite et de son président qui vient d'être élu. Les « informations » au moins d'une partie importante des moyens de communication visent d'abord informer, le mieux possible, à l'ensemble des classes dominantes pour orienter leur domination et d'une manière concomitante, construire une hégémonie sous l'ensemble de la population et des travailleurs.

Voilà quelque chose qui pourras avoir trouvé une fin dans le Gouvernement de Bolsonaro. Il semble avoir commencé une guerre juridico-financière et peut-être physique contre les moyens de communications, semblable à celle que Donald Trump aux États Unis. Comme il a des rapports privilégiés avec les églises évangéliques qui ont leurs propres chaînes de télévision, peut-être est-il en train de miser dans cette direction aussi. Sous tous ces aspects, il procède exactement comme Donald Trump : il nomme ses ministres en utilisant twitter et en utilisant les réseaux sociaux. Par cette manière - qui est assez démagogique, il se fait un style différent de communication directe et donne l'impression qui son but est, en plus, faire des économies.

Le manque des moyens de communication propres à la gauche

Il faut se demander pourquoi le PT et le reste de la gauche, mais aussi pourquoi les mouvements sociaux indépendants des partis de gauche, n'ont pas réussi encore à structurer des journaux, des réseaux de télévision et de radio ? Les églises évangéliques ont une énorme quantité de radios et de télévisions et même la deuxième plus importante parmi celles-ci. Dès l'époque de Lula, le PT disait qu'il allait réaliser un gouvernement capable de disputer l'hégémonie, mais rien n'a été fait, de telle sorte qu'aujourd'hui ceux qui sont du côté d'une véritable démocratie ont toujours besoin de s'informer des évènements, surtout dans véhicules d'information des classes dominantes dont les hauts dirigeants des églises évangéliques font partie.

Ceux du « haut » pensent savoir quoi et comment faire

Les résultats exprimés en voix, sont l'illustration de la gravité de la situation : la crise politique a une allure de crise permanente. Le centre, le centre-droit, la droite ont été pulvérisés. Est-ce que le centre-gauche et la gauche seront capable de combler ce vide ? Est-ce que le gouvernement de l'extrême droite réussira constituée un gouvernement solide pour affronter cette crise ? Il s'agit d'une crise à peine conjoncturelle ou au contraire une crise beaucoup plus profonde ? À considérer son côté économique, il ne s'agit pas de tout d'une crise conjoncturelle. Toutefois, si l'on considère son niveau politique elle n'est pas

non plus une crise conjoncturelle. Tous les discours portant prétendument sur l'élimination du déficit budgétaire et la réforme des retraites, se voient contredits devant l'importance de la dette publique. Ainsi, la réforme envisagée doit profiter au capital financier. Mais à quel coût social ? Selon certaines statistiques 44% des dépenses de sécurité sociale de l'Union correspondent aux forces armées qui, non pas par hasard, sont opposées à la privatisation de toute la Petrobras.

Dans certaines conditions des contradictions entre les fractions dominantes des classes dominantes finissent pour transparaître dans les médias. En ce moment au Brésil, la Globo, par exemple, après l'élection de Bolsonaro, a produit des reportages sur des questions polémiques de son « projet de gouvernement » comme un façon d'exercer une pression sur lui et son staff. Ils procèdent d'une manière assez discrète et seulement ceux qui prêtent très attentions sont capables de s'en apercevoir. Depuis qu'il a réussi les élections il a annoncé la suppression de l'ancien ministère du travail qui a 88 ans. Mais il est revenu en arrière. La même chose par rapport à la séparation du Ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement. Il vient d'annoncer qu'ils seront maintenus. Soit, ils sont perdus et ne savent pas ce qu'ils veulent, soit ils reculent en fonction des pressions particulièrement des moyens de communications.

Un autre exemple qui éclaire le comportement du gouvernement de transition peut être saisi dans le cas du bilan très positif de la lucrative compagnie Petrobras (6 milliards de reais en trois mois), mais qui est considérée pour eux comme déficitaire. Ils ont choisi, il semble maintenant, de vendre ce qui reste de la Petrobras petit à petit. Même chose par rapport au BNDES (Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social) qui a eu un profit de 4,7 milliards de reais au premier semestre de 2018 et une croissance de 178% (2,7 milliards de reais) pendant le deuxième trimestre. Il s'agit d'une banque étatique. Elle se trouve menacée de disparaître comme la Banque du Brésil que le prochain super ministre de l'économie veut fusionner avec la Bank of America.

D'autres médias comme le journal FOLHA DE SÃO PAULO, publient des articles qui mettent en cause les projets du prochain gouvernement. Mais comme le réseau Globo, ils essaient de traiter ces questions en évitant de les traiter directement par rapport au futur gouvernement. Il y a un nombre considérable de revues on line, mais la gauche n'a pas réussi à construire un grand journal, ni à avoir un réseau de radios, ni une chaîne a soi capable de concurrencer un tant soit peu la machine du grand capital.

Tout cela serait moins « complexe » s'il n'y avait pas eu une croissance de la violence politique, des essas d'impositions d'une censure au travail des professeurs, une invasion des universités, des syndicats, etc. par des agents et par des forces politiques alignées sur la « politique bolsonariste ». Il y a en ce moment une grande confusion sans bornes dans le choix de la composition du nouveau gouvernement. Il y a aussi des attaques importantes et de forts accrochages entre le nouveau président et les grands médias après les élections. Dans une de ses conférences de presse il n'a pas permis que soient présents, ni le Journal O Globo, ni O Estado de São Paulo, ni la Folha de São Paulo, celui qui a fait la dénonciation des fakes news de Bolsonaro contre le PT.

Il y a eu déjà des manifestations d'irritations des entrepreneurs qui l'ont soutenu parce qu'ils n'arrivent pas à parler directement avec le nouveau Bonaparte. Plusieurs conflits se sont installés dans cette période de transition vers le prochain gouvernement au mois de janvier, entre les associés de Jair Bolsonaro. Le coup le plus dur a été le vote de l'augmentation de la rémunération des ministres du STF qui doit dépasser les limites de leurs rémunérations en augmentant les dépenses du Gouvernement de plus ou moins 6 milliards de reais. Bolsonaro avait demandé aux Ministres de ne pas voter cette augmentation, chose qu'ils n'ont pas faite et ont envoyé la proposition aux députés et aux sénateurs pour qu'ils approuvent. En général cela se fait parce que ces derniers profitent pour augmenter leurs propres rémunérations. Alors, Bolsonaro doit encaisser déjà un coup politique et commencer son Gouvernement avec le problème de résoudre l'impact de cette augmentation généralisée dans le budget qu'il aurait pour gouverner. D'autres conflits « mineurs » sont apparus, comme par exemple, celui d'un des entrepreneurs qui ont aidé à organiser la « machine à fakes news » utilisé par la campagne de Bolsonaro, qui vient de demander sa démission du groupement qui l'entoure. Les raisons n'ont pas été expliquées.

Il dit à tout moment que, même s'il n'a pas les meilleures capacités, Dieu lui donnera ce qu'il faut. Il y a eu

des grosses manifestations à São Paulo et à Rio de Janeiro le lendemain même des résultats des élections et celle de São Paulo a été réprimée. Alors, ce qu'on voit c'est bien la continuité d'une crise politique et économique à laquelle le nouveau gouvernement, sans doute, au lieu d'apporter des mécanismes pour l'amoinrir, fait déjà juste l'opposé avant même d'être investi. Il veut sérieusement la libéralisation du port d'armes. Il veut l'accroissement de la répression dans les rues, mais aussi dans les favelas. Les gens qui y habitent savent que cela va signifier une augmentation vertigineuse du nombre d'innocents morts qui est déjà très haut, comparable à celui des guerres civiles ailleurs. De l'autre côté, les scientifiques, mais aussi une bonne partie de la population plus politisée, savent qu'aucune de ces mesures ne touche aux causes des problèmes. D'où vient l'argent qui finance la production des drogues ? Est-ce que les trafiquants des favelas de Rio de Janeiro ont des moyens pour produire en masse la cocaïne, l'héroïne, le crack ? Si elles viennent d'ailleurs pourquoi des mesures adéquates ne sont pas prises en utilisant largement le renseignement pour combattre le trafic ? Qui investit au Brésil, au Pérou, en Colombie ou ailleurs dans la production ou dans le transport des drogues ? Est-ce possible avoir l'existence du trafic des drogues sans avoir celui des armes ? Est-ce que ces investisseurs se trouvent dans les favelas ? Ou est-ce qu'une partie de la production est financée par l'argent « noir » du capital financier même qui est dans les mains des banquiers, chez des politiciens et chez les banquiers de tous bords, mêlés au trafic des armes, à la prostitution, au tourisme sexuel ? Enfin, pourquoi la pointe qui finance la production n'est jamais prise ?

L'existence d'une masse gigantesque de capitaux qui ne peuvent s'investir dans des placements à rendements rapides pour satisfaire la volupté très particulièrement des banquiers, n'est pas rappelée par les journalistes, par exemple. Il est plus au moins de la connaissance de certains milieux qu'il y a quelque chose comme plus d'un milliard de dollars prêts à être jeté dans l'économie et qui se trouvent paralysés. Aucun des propriétaires de ces capitaux ne pense investir pour « sauver » la sécurité sociale, mais au contraire, ils veulent créer des moyens institutionnels pour pouvoir exploiter la masse d'argent accumulée des contributions des salariés. C'est bien la même logique qu'explique qu'une bonne partie de ces investissements sont déplacés vers le trafic de la drogue, par exemple, ou vers celui des armes, etc. Le Brésil est aussi un producteur d'armements et il y a de ceux qui disent que Bolsonaro a des investissements dans la production de l'usine Taurus et ses actions ont augmentées en 400%.

[1]Le premier prévoit la délivrance de reçus en votant dans les urnes électroniques, le second étend le bénéfice de l'exemption de l'IPI (Impôt sur les Produits Industrialisés) pour les produits informatiques et le troisième autorise l'utilisation de phosphoéthanolamine, une substance connue au Brésil sous le nom "pilule contre le cancer", des recherches ont montré que le traitement n'avait aucun effet sur la maladie.